Monique Canto-Sperber, qui avait interdit une confÃ©rence sur IsraÃ«l donnera Ã New York une confÃ©rence sur la Â« LibertÃ© de parole Â»

Description

Une philosophe franÃ§aise, qui a annulÃ© Ã Paris un Ã©venÃ©ment BDS comme antisÃ©mite et partial, donnera Ã New York une confÃ©rence sur la Â« LibertÃ© de parole Â»

462025

Le 24 avril, le consulat franÃ§ais Ã New York prÃ©sentera une Nuit de philosophie : 62 exposÃ©s en 12 heures.

Câ??est une personnalitÃ© publique qui lancera le marathon dans la salle de bal du deuxiÃ¨me Ã©tage : la philosophe Monique Canto-Sperber. Directrice de recherche au CNRS, Canto-Sperber a animÃ© sur France Culture pendant de nombreuses annÃ©es un programme de radio hebdomadaire intitulÃ© â??Questions dâ??Ã©thiqueâ?• (et elle a un grand sens du styleâ?¦).

Son thÃ¨me le 24 avril est la Â« LibertÃ© de parole Â». Dâ??aprÃ¨s le rÃ©sumÃ©, il semble clair quâ??elle parlera des caricatures de Charlie Hebdo. Et je parie quâ??elle soutiendra le droit de Charlie Hebdo Ã publier des caricatures du prophÃ¨te mais aussi exhortera les publications Ã faire preuve de retenue.

Â« La libertÃ© de parole est au coeur de lâ??Ã©tat libÃ©ral. Elle exige que chaque citoyen ait le droit dâ??exprimer librement ses opinions, aussi irrationnelles, scandaleuses ou immorales quâ??elles soient. Il y a de nombreuses justifications pour cette libertÃ© fondamentale, mais elles incluent toutes des bornes qui rendent sa dÃ©fense raisonnable. Par exemple, ceux qui dÃ©fendent lâ??idÃ©e que la libertÃ© de parole exprime le respect dÃ» Ã lâ??individu doivent reconnaÃ®tre quâ??elle pourrait Ãªtre utilisÃ©e pour exercer une discrimination envers dâ??autres personnes et donc que des limitations appropriÃ©es sont nÃ©cessaires. Câ??est la maniÃ¨re habituelle de comprendre la libertÃ© de parole. Cependant, certains Ã©lÃ©ments de la culture contemporaine, liÃ©s principalement Ã la formation des opinions et des croyances, semblent jeter une lumiÃ¨re diffÃ©rence sur cette valeur et les maniÃ¨res dont elle pourrait Ãªtre dÃ©finie. Pouvons-nous continuer avec le concept traditionnel de libertÃ© de parole qui constitue lâ??Ã©tat libÃ©ral ? Ou devons-nous le remettre en question ? Â»

Mais attendez une secondeâ?¦Il est notoire quâ??en 2011, Canto-Sperber a annulÃ© deux rÃ©unions Ã lâ?? Ã?cole normale supÃ©rieure, dont elle Ã©tait alors directrice, parce quâ??elles Ã©taient organisÃ©es par un Collectif Palestine, qui Ã©tait en faveur de la campagne pour le boycott, les dÃ©sinvestissements et les sanctions (BDS) contre IsraÃ«l. Une de ces rÃ©unions devait accueillir StÃ©phane Hessel, le cÃ©lÃ¨bre Ã©crivain maintenant dÃ©cÃ©dÃ© qui a inspirÃ© le mouvement Â« Occupy Â» (il est mort deux ans aprÃ¨s cette annulation).

Des universitaires furent indignÃ©s par cette annulation et lancÃ¨rent une excellente pÃ©tition rappelant la longue histoire de lâ??Ã©cole en matiÃ¨re dâ??action politique :

Â« Nous, soussignÃ©s universitaires Ã©tats-uniens, canadiens et britanniques, qui pour la plupart avons des liens de longue date avec la France et avons longtemps admirÃ© le rÃ´le historique de lâ??Ã?cole Normale supÃ©rieure dans la vie critique et intellectuelle du pays, sommes stupÃ©faits des Ã©vÃ©nements rÃ©cents Ã lâ??Ã©cole. Les actions de la directrice, Monique Canto-Sperber, interdisant dâ??abord une confÃ©rence de StÃ©phane Hessel et refusant ensuite au Collectif Palestine ENS dâ??organiser une rencontre sur le campus, est un dÃ©ni des droits Ã la libertÃ© dâ??expression et dâ??association. Hessel a 93 ans, câ??est un ancien Ã©lÃ¨ve de lâ??Ã?cole, un membre de la RÃ©sistance, un survivant de Buchenwald, un des auteurs de la DÃ©claration des droits de lâ??homme de lâ??ONU et du rÃ©cent best-seller Indignez-vous !, dans lequel il critique parmi dâ??autres choses le traitement des Palestiniens par IsraÃ«l â?¦

Lâ??action de la directrice est une exception Ã la tolÃ©rance habituelle de lâ??Ã©cole vis-Ã -vis de lâ??activitÃ© politique des Ã©tudiants et câ??est une exception rÃ©currente, visant Ã rÃ©duire au silence un des cÃ´tÃ©s dans un dÃ©bat nÃ©cessaire sur le conflit israÃ©lo-palestinien. Nous pensons que lâ??action de la directrice est en contradiction avec la longue histoire de libre parole et de libre expression politique Ã lâ??ENS telle quâ??elle est dâ??ailleurs dÃ©crite dans sa propre publicitÃ© : â??Lâ??Ã?cole normale supÃ©rieure fut pendant des dÃ©cennies le haut lieu de la vie intellectuelle et scientifique franÃ§aise. Elle a participÃ© Ã tous les grands dÃ©bats dâ??idÃ©es quâ??a connus la France moderne, de lâ??affair e Dreyfus aux mouvements des annÃ©es 30, de la fondation des sciences humaines Ã lâ??avant-garde des annÃ©es 70â??.

Nous appelons la directrice Ã revenir sur sa dÃ©cision et Ã restaurer la libertÃ© acadÃ©mique, une pratique associÃ©e de longue date Ã cette institution prestigieuse Â».

Cette pÃ©tition, qui a bÃ©nÃ©ficiÃ© dâ??une attention internationale, a embarrassÃ© Canto-Sperber. Celle-ci a publiÃ© une dÃ©fense en anglais de sa censure. Elle a dit que cela nâ??avait rien Ã voir avec Hessel lui-mÃªme. Quâ??il Ã©tait lui-mÃªme toujours bienvenu. Mais que lâ??Ã©vÃ©nement prÃ©vu Ã©tait partial.

Â« Lâ??ENS est ouvert aux dÃ©bats dans lesquels les deux cÃ´tÃ©s sont prÃ©sentÃ©s et qui ne donnent pas lieu Ã une manipulation politique. Ces deux aspects manquaient clairement dans les deux Ã©vÃ©nements prÃ©vus Â».

Quel standard ! Quâ??en serait-il advenu pendant la guerre du Vietnam, celle dâ??AlgÃ©rie ou le mouvement pour les droits civils ? Pouvez-vous imaginer une rencontre pendant lâ??Affaire Dreyfus avec Zola comme invitÃ© et donc aussi lâ??autre cÃ´tÃ© ?

De plus, selon Canto-Sperber, la prÃ©sentation Ã©tait anti-sÃ©mite :

Â« Les deux rencontres Ã©taient contrÃ´lÃ©es par les organisateurs de la campagne de boycott de lâ??Ã©tat israÃ©lien. Je ne prends personnellement pas position dans un sens ou dans lâ??autre sur la lÃ©gitimitÃ© morale de cette initiative. Mais je veux que vous sachiez que le boycott dâ??un Ã?tat est illÃ©gal selon la loi franÃ§aise, ainsi que les discours antisÃ©mites Â».

Si câ??est antisÃ©mite, nâ??est-ce pas immoral ?

La rÃ©ponse Ã la dÃ©fense par Canto-Sperber de sa censure est si bonne quâ??elle mÃ©rite un long extrait. Il faut noter lâ??allusion Ã la pression officielle exercÃ©e sur Canto-Sperber pour Ã©craser la

libre parole.

Â« Il ne devrait pas Ãªtre nÃ©cessaire de souligner que chaque personne impliquÃ©e dans cette pÃ©tition est fermement opposÃ©e Ã lâ??antisÃ©mitisme sous toutes ses formes. Nous nâ??avons rien vu qui suggÃ¨re que les membres du comitÃ© qui a essayÃ© dâ??organiser les deux Ã©vÃ©nements annulÃ©s par la directrice Ã©taient motivÃ©s de quelque faÃ§on par lâ??antisÃ©mitisme, et nous nous inquiÃ©tons de ce que ces accusations dâ??antisÃ©mitisme, un dÃ©lit trÃ¨s grave en effet, puissent Ãªtre lancÃ©es Ã la lÃ©gÃ¨re afin de rÃ©duire au silence un des cÃ´tÃ©s dans un dÃ©bat nÃ©cessaire sur le conflit israÃ©lo-palestinien.

En ce qui concerne la partialitÃ© Ã©ventuelle de la rencontre interdite, nous ne voyons aucun problÃ¨me. Dans de nombreuses rencontres qui ont lieu Ã lâ??ENS et ailleurs, il nâ??est pas requis que chaque opinion possible sur le sujet en question soit reprÃ©sentÃ©e. Il ne sâ??agit pas de reprÃ©senter des points de vue opposÃ©s et dâ??atteindre un Â« Ã©quilibre Â», mais dâ??accueillir des Ã©vÃ©nements qui soulÃ¨vent des questions sÃ©rieuses sur la relation entre la discrimination, lâ??occupation, la justice sociale et le droit international. Il y a prÃ©cisÃ©ment une longue tradition de cela Ã lâ??ENS.

Ceux dâ??entre nous qui ont fait circuler la pÃ©tition savaient que les Ã©vÃ©nements interdits Ã©taient organisÃ©s en lien avec une initiative de boycott, dÃ©sinvestissements et sanctions en tant que rÃ©ponse possible Ã ce qui est largement considÃ©rÃ© comme des violations israÃ©liennes du droit international. La pÃ©tition nâ??a pris aucune position sur cette initiative, et un certain nombre de ceux qui ont signÃ© la pÃ©tition ont affirmÃ© publiquement leur opposition au boycott acadÃ©mique en particulier. On peut dire sans hÃ©siter cependant que tous ceux qui ont signÃ© la pÃ©tition ont Ã©tÃ© profondÃ©ment troublÃ©s dâ??apprendre que le boycott, une tactique Ã©tablie depuis longtemps de mobilisation politique non-violente, puisse simplement Ãªtre dÃ©clarÃ©e illÃ©gale en France.

On pourrait penser quâ??une telle illÃ©galitÃ© pourrait intÃ©resser lâ??ENS, pourrait Ãªtre le thÃ¨me dâ??un sÃ©minaire ou dâ??une confÃ©rence et que la directrice voudrait faire une dÃ©claration appropriÃ©e contre une telle contradiction Ã©clatante avec les prÃ©cÃ©dents lÃ©gaux internationaux, plutÃ´t que de chercher le soutien dâ??une cour de justice pour ses interdictions et de se rÃ©fugier derriÃ¨re ses dÃ©clarations.

Si la directrice dâ??une des plus prestigieuses institutions de la recherche franÃ§aise sent quâ??elle risque des sanctions indÃ©terminÃ©es si elle autorisait Ã lâ??ENS une rencontre discutant lâ??exercice de ce qui est ailleurs reconnu comme un droit dÃ©mocratique fondamental, alors la libertÃ© de parole en France court un plus grave danger que nous ne le craignions.

[Les auteurs sont Natalie Zemon Davis, de lâ??universitÃ© de Toronto ; Michael Harris, professeur de mathÃ©matiques, Ã lâ??universitÃ© Paris-Diderot ; Jonathan Rosenhead, Emeritus Professor of Operational Research, London School of Economics ; et Joan Wallach Scott, School of Social Science, Institute for Advanced Study].

Je me demande comment Canto-Sperber traitera sa propre suppression de la discussion de BDS lors de sa confÃ©rence dans la salle de bal du consulat de France, dont lâ??entrÃ©e, au fait, est libre et ouverte au public.

Read also :

â?? PÃ©tition Ã lâ??adresse de Madame Monique Canto-Sperber, directrice de lâ??Ã?cole normale supÃ©rieure, Paris

â?? ComitÃ© de soutien pour les libertÃ©s dâ??expression et de rÃ©union Ã lâ??ENS â?? La question palestinienne doit-elle rester taboue ?

â?? La rencontre avec StÃ©phane Hessel a finalement eu lieu en dehors de lâ??Ã?cole Normale SupÃ©rieure, en face du PanthÃ©on, et elle sâ??est transformÃ©e en une manifestation contre la censure Ã lâ??ENS :

https://www.youtube.com/watch?v=2C-ApT1Q3ls

Source: Mondoweiss

AURDIP

date crÃ©Ã©e
2015/04/15